

**CARTE SCOLAIRE** ■ Rassemblement hier devant la préfecture de Limoges avant le CDEN

## Parents et élus contre les fermetures de classes

**Des élus déçus de ne pas être écoutés, des parents inquiets des futures conditions de travail de leurs enfants...**

Alors que se tenait hier à Limoges un CDEN (conseil départemental de l'Éducation nationale) sur les dernières mesures de carte scolaire dans le premier degré, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées devant la préfecture afin de protester contre les fermetures de classes programmées à la rentrée 2025 : onze fermetures sont prévues contre huit ouvertures.

### « Un mauvais signal pour le territoire »

« Les prévisions de diminution des effectifs ne justifient pas de telles fermetures de classes, estime Annick Morizio, vice-président du conseil départemental. C'est un bien mauvais signal envoyé par l'État, et ce n'est pas comme cela qu'un département comme le nôtre pourra attirer de nouveaux habitants, ou du moins éviter d'en perdre. La Haute-Vienne est un département sinistré qui a besoin d'un message de reconnaissance et de valorisation. Les collectivités et les enfants



**HIER À LIMOGES.** « Les collectivités et les enfants ne sont pas des variables d'ajustement ».  
PHOTO STÉPHANE LEEFÈVRE

ne sont pas des variables d'ajustement, il y a des maires qui investissent, rénovent des classes et des écoles, pour rien... »

C'est le cas de la commune de Saint-Just-le-Martel, qui déplore une fermeture de classe d'autant plus malvenue qu'une école flambant neuve a été inaugurée il y a à peine six mois. « On a dépensé deux millions d'euros pour augmenter la surface des classes de 50 %, et on va se retrouver avec deux salles

vides », se désole Joël Garrestier, le maire de la commune, qui dénonce un manque d'anticipation de l'administration à moyen terme. « Nous avons certes une dizaine d'élèves en moins, poursuit l' élu, mais aussi trente nouveaux élèves de maternelle qui vont arriver et qui ne sont pas pris en compte dans les prévisions ».

Les parents d'élèves de l'école Montjovis à Limoges ont également fait leurs calculs. « On nous

dit que notre IPS (Indice de positionnement social) est bon et qu'on pourra donc très bien fonctionner avec une classe en moins, explique une maman, Valérie Girard. Mais après fermeture, l'école aura huit classes avec une moyenne de 24,5 à 25 élèves par classe, dont quatre classes à double niveau et douze enfants notifiés par la Maison du handicap (MDPH) pour seulement trois Aesh. C'est compliqué ».

Faut-il alors changer de

méthode ? C'est en tout cas l'avis de la députée haut-viennoise Manon Meunier, qui s'apprête justement à déposer un projet de loi transpartisan sur la carte scolaire.

### Un projet de loi pour une autre méthode ?

« Au lieu d'être révisée chaque année, elle pourrait être discutée tous les trois ans au sein de comités territoriaux, explique l'élue, présente hier à la manifestation. Ces comités seraient composés d'élus, d'enseignants, de syndicats, de parents, et tiendraient compte des spécificités du terrain, le rural et l'urbain n'ayant pas forcément les mêmes besoins. »

En attendant, les discussions se sont poursuivies selon un schéma bien établi, c'est-à-dire sans qu'un consensus soit trouvé entre l'administration et ses partenaires. Le projet présenté hier d'abord en CSASD (comité social d'administration spécial départemental) le matin, puis en CDEN l'après-midi (*lire ci-contre*), ne contient que quelques modifications à la marge, dont une ouverture en maternelle à Aixe-sur-Vienne. ■

Florence Clavaud-Parant